

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 13/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES VOLAILLES DE ST MARS

Rue des Riantières
44540 Vallons-De-L'erdre

Références : 2025-0084
Code AIOT : 0054401755

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement LES VOLAILLES DE ST MARS implanté Rue des Riantières 44540 Vallons-de-l'Erdre. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Planification de l'inspection dans le cadre du plan d'action 2024 de contrôle des établissements sur le bassin versant de l'Erdre suite à un signalement anonyme de pollution en provenance de l'établissement au cours de l'année 2024.

Suivi des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2022 sur les points suivants :

- gestion des eaux souillées ;
- installations électriques
- installation d'emploi de gaz à effet de serre fluorés

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES VOLAILLES DE ST MARS
- Rue des Riantières 44540 Vallons-de-l'Erdre

- Code AIOT : 0054401755
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Abattoir de volailles en autorisation dont le fonctionnement est défini selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/11/2000 modifié par l'arrêté préfectoral du 17/12/2010 et complété par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4/07/2011.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Fluides frigo/SAO/GESF
- Risque incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Départ de la responsable environnement du site depuis le mois de juillet 2024, carences importantes dans le suivi de ces activités.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Valeurs limites d'émission (VLE) rejets	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Bassins de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.5.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Collecte des effluents liquides : Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 4.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte, Demande d'action corrective	2 mois
8	Gestion des eaux souillées	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 4.3.8	Astreinte, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Stockage et traitement des déchets et sous-produits	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 5.1.1 à 5.1.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Stockage sur les lieux d'emploi	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
14	Installations d'emploi de gaz à effet de serre fluorés	Arrêté Ministériel du 29/02/2016	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification du champ de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 1.4.1	Sans objet
4	Origine des	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	approvisionnement en eau	article 4.1.1	
7	Prétraitement : Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 4.3.3	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.2.4	Sans objet
12	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1-Transmission d'un dossier modificatif (en Préfecture) concernant l'évolution des rubriques de la nomenclature des Installations Classées associées aux activités en fonctionnement sur l'établissement LVSM

2-Mise en place d'une astreinte administrative: Non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2022 :

21- Absence de rénovation des équipements de réfrigération :

Non conformité de la fréquence des contrôles périodiques d'étanchéité (équipement R22) ;
Non respect de l'échéance du 30/06/2024 convenue pour le remplacement du système de froid positif au R-22 couplé au fonctionnement de la Tour Aéro-Réfrigérante dont l'état de corrosion est très marqué ;
Incohérence des données de l'inventaire des fluides frigorigènes (R22) au regard des informations portées sur les fiches d'intervention
Non respect des fréquences minimales du contrôle périodique de certains équipements

22- Gestion insuffisante du système séparatif des eaux et séparation insuffisante des réseaux, malgré la réalisation d'un nouveau local (dédié au stockage des bennes de déchets) :

- Présence d'eau souillée dans la lagune dédiée des eaux pluviales canalisées sur le site après passage dans le séparateur des hydrocarbures dont l'efficacité est jugée insuffisante.
Ce bassin, assimilable à un bassin d'infiltration des eaux pluviales (présence abondante de végétation) n'est pas compatible (en l'état) au respect des dispositions requises permettant d'assurer une rétention des pollutions accidentelles en cas de sinistre incendie.

- Présence d'écoulements de sang sur la zone extérieure de stockage des bennes fermées (zone collectée par les eaux pluviales) ;

3- Autres non-conformités relevées :

Suite au départ de la personne en charge du suivi environnemental de l'usine:

- Abandon des autocontrôles sur GIDAF rejets en sortie de pré-traitement ;
- Absence d'enregistrements et de suivi sur GIDAF ;
- Absence de consignes écrites sur l'utilisation de la lagune eaux d'extinction en l'absence de personnel sur l'établissement LVSM lors d'un sinistre sur le site de STVO (Accessibilité par le portail d'entrée fermé, vannes de fermeture)
- Encombrement des bidons vides dans le couloir de circulation (local prestataire de nettoyage)
- Stockage de bidons de produits détergents à l'extérieur sur palettes (sans dispositifs de rétention)
- Présence de dégradations marquées (fissures) sur le canal de mesure des eaux en sortie du pré-traitement ;
- Entretien dégradé du réseau des eaux pluviales (vétusté des gouttières et du système séparatif des EP (non susceptibles d'être souillées : toitures)

4- Points d'améliorations constatés depuis 2022:

- Création d'un nouveau local fermé pour le stockage de la benne de déchets catégorisé C3
- Réparations des installations électriques en janvier 2024 et vérifiée en mars (transmission d'une attestation Q18)
- Programmation d'un nouveau contrôle en novembre 2024
- Transmission d'une analyse bactériologique des eaux de la tour aéroréfrigérante (23/10/2024)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification du champ de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : Activités ICPE relevant du fonctionnement autorisé de l'établissement
Constats : Activité du site < 15T/j en moyenne Projet en cours de rénovation des équipements de réfrigération et de remplacement d'une TAR vétuste Augmentation possible de la production du site à confirmer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmission d'un dossier de mise à jour du fonctionnement de l'établissement préalablement à la réalisation des modifications sur certaines activités autorisées par arrêté préfectoral du 17/12/2010 relevant de la nomenclature des installations classées : <ul style="list-style-type: none">• Équipements de réfrigération (dont R22) : rubrique 1185• Tour Aéro-Réfrigération (rubrique 2921).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations
Prescription contrôlée : Entretien des abords de l'installation classée et des réseaux
Constats : Non conformité selon les disposition de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2022: Insuffisance des moyens permettant d'assurer la séparation complète des eaux souillées et des eaux pluviales Écoulements de sang sur le sol : zone non canalisée vers le pré-traitement (stockage extérieur des bacs C3)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nouvelle localisation du stockage extérieur de bacs fermés de sous-produits animaux (sang) à déterminer permettant la récupération des écoulements vers la station de pré-traitement : 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : <u>Astreinte</u> , Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Valeurs limites d'émission (VLE) rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Rejets aqueux (macropolluants)
Constats : Absence de réalisation des contrôles depuis le mois de juillet 2024. Absence de transmission des autocontrôles lors de l'inspection. Absence de transmission du suivi des eaux de rejets en sortie du pré-traitement sur l'application GIDAF depuis Juillet 2024 (départ de la responsable qualité et environnement de l'établissement). Absence de transmission des contrôles qualitatifs des eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Procéder aux contrôles qualitatifs des eaux résiduaires en sortie du Pré-Traitement. Procéder aux contrôles annuels qualitatifs des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : consommations d'eau
Constats : Réalisation d'un suivi des consommations d'eau
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Difficultés à déterminer précisément le tonnage des carcasses sur la période mesurée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bassins de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : Conformité du bassin de confinement

Constats :

Le bassin de gestion des eaux pluviales est dédié pour la rétention des eaux d'extinction en cas de sinistre incendie. Ce bassin de stockage des eaux d'extinction, localisé sur le site de LVSM, est opérationnel conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation en cas de sinistre sur l'établissement voisin (STVO).

Présence d'une vanne de fermeture en coupure de l'exutoire en cas de sinistre.

Ce dispositif ne permet cependant pas d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement conformément aux attendus (article 14 de l'AM du 30/04/2004) : risque élevé de pollution des eaux souterraines par infiltration en cas de confinement des eaux d'extinction d'un sinistre.

Défaut d'étanchéité de cette lagune qui permet cependant l'infiltration des eaux pluviales par la présence abondante de végétation enherbée et de roseaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à l'étanchéification du bassin de collecte des eaux polluées lors d'un sinistre.

Déterminer une procédure concernant l'utilisation de la lagune étanche dédiée aux eaux pluviales (vidange) afin de disposer en permanence d'un volume suffisant pour permettre la collecte des eaux usées collectées en cas de sinistre incendie

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Collecte des effluents liquides : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 4.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Eau

Prescription contrôlée :

Risque de pollution diffuse par les eaux collectées

Constats :

- **Non respect des dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 31/01/2022: séparation incomplète des eaux souillées et des eaux pluviales:**

- Présence observée d'eau souillée dans la lagune dédiée aux eaux pluviales (fonctionnement normal), surveillance et entretien insuffisant des réseaux.
- Entretien insuffisant du système de séparation des hydrocarbures (en amont de la lagune) malgré la réalisation d'un curage au cours du mois de juillet 2024 : présence d'eau souillée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Identifier l'origine et la provenance des eaux usées dans le bassin des eaux pluviales en fonctionnement normal;
- Prévoir le raccordement des eaux souillées vers le dispositif de pré-traitement des eaux résiduaires le cas échéant (bacs fermés);
- Revoir la fréquence de curage du séparateur des hydrocarbures

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, <u>Astreinte</u> , Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Prétraitement : Gestion des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : Respect des paramètres de fonctionnement de l'unité de prétraitement des eaux résiduaires
Constats : Entretien et surveillance quotidienne réalisée par le responsable de la maintenance
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des eaux souillées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Collecte différenciée des eaux et séparation des réseaux
Constats : Non respect des dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2022: Insuffisance des moyens permettant une séparation complète des eaux souillées et des eaux pluviales notamment au niveau des abords extérieurs de l'abattoir (meilleure séparation des flux de collecte) (Voir constats des points de contrôle détaillés n° 5 et 6)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : (Voir demandes d'actions correctives associées des points de contrôle 5 et 6)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : <u>Astreinte</u> , Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Stockage et traitement des déchets et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 5.1.1 à 5.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Modalités de stockage, limitation des déchets sur le site
Constats : Encombrement du couloir des locaux dédiés à l'entreprise prestataire du nettoyage (bidons) Présence de sel sur le sol sur la zone de stockage de la benne de ces déchets

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<ul style="list-style-type: none"> - Revoir la fréquence d'évacuation des bidons vides (encombrement des zones de passage) - Revoir les conditions de stockage (benne de sel) afin de supprimer l'écoulement des déchets dans le réseau des eaux pluviales - Transmission d'une photo suite à la mise en oeuvre des actions correctives
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité
Prescription contrôlée :
Sécurisation de l'établissement vis-à-vis des intrusions
Constats :
Établissement sécurisé (portail fermé)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Clarifier les instructions en cas de sinistre sur le site STVO pour permettre l'accès des services de secours sur le site LVSM en l'absence de personnel sur le site des Volailles de SAINT MARS. (fermeture vanne sur la lagune).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée :
Vérification et entretien des installations électriques
Constats :
<p>Réalisation des actions correctives selon les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2022.</p> <p>Réalisation des réparations suite à la dernière inspection en janvier 2024 suite au contrôle des installations électriques réalisé le 4/12/2023.</p> <p>Réalisation d'un second contrôle de vérification des installations électriques le 18/03/2024 afin de confirmer les actions correctives.</p> <p>Programmation d'une nouvelle vérifications des installations électriques le 25/11/2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Transmission du dernier rapport de vérification des installations électriques suite au contrôle réalisé le 25/11/2024, annexé d'un plan d'actions correctives le cas échéant.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.3.2
--

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité

Prescription contrôlée :

Vérifications périodiques

Constats :

Vérifications périodiques des extincteurs les 11/06/2024 et 24/07/2024 présentées le jour de l'inspection

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 13 : Stockage sur les lieux d'emploi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.4.6
--

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité

Prescription contrôlée :

Absence de stockage de produits dangereux dans des lieux inadaptés
--

Constats :

Présence des produits bactéricides de la TAR positionnés sur un bac rétention sur une zone extérieure pourvue d'une toiture Stockage extérieur sur palette des produits de lavage (prestataire) sans rétention

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

Revoir les conditions de stockage des produits de lavage à l'extérieur du bâtiment. Transmission d'une photo

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Installations d'emploi de gaz à effet de serre fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
--

Prescription contrôlée :

Fluides autorisés et entretien des installations
--

Constats :

DANGÉROSITÉ du fonctionnement de la tour aéroréfrigérante (TAR) et signalée sur les rapports d'interventions transmis en 2019, 2021 et 2023.
--

Incohérence des données sur les fiches d'intervention (contrôles d'étanchéité des équipements) transmises lors de l'inspection comparativement à l'inventaire des fluides frigorigènes réalisé le

02/11/2021: Fiche n°171702 : 100Kg R22, inventaire 02/11/2021 : 200Kg R22).

En attente de nouveaux contrôles d'étanchéité, programmés au début du mois de décembre 2024

Non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2022 article 1er:

- Non respect de la fréquence des contrôles périodiques sur l'équipement utilisant du R22 (tous les 6 mois);
- Absence de signature du détenteur sur les documents communiqués (fiches d'interventions) ;
- Non respect du délai de remplacement des équipements utilisant du R22 précisé antérieurement par l'exploitant (31 juin 2024 sur le bilan Légionelles 2023 du 12/02/2024) transmis à la DDPP

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre les derniers contrôles d'étanchéité des équipements de réfrigération réalisés depuis décembre 2024, conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/02/2016 ;

Transmettre un nouvel échéancier sur du remplacement des équipements de réfrigération associé au remplacement de la TAR (accompagné des devis signés) ;

Procéder à l'actualisation et la transmission de l'inventaire des équipements et des stocks de fluides des fluides présents sur l'établissement dans les équipements de réfrigération conforme aux dispositions 3.3 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant.
Astreinte, Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 1 mois